

é c c o



ÉDITION FRANÇAISE

ECO est publié par les Organisations Non Gouvernementales lors des conférences majeures depuis la Conférence de Stockholm sur l'Environnement en 1972. Cet exemplaire est produit de façon collective par les groupes du Réseau Action Climat mondial présents à COP7, Marrakech, octobre 2001.

Peugeot à fond dans le CO₂lonialisme

Déjà mardi et il s'en passe des choses à COP7. Pour les spécialistes, les « cognoscenti », les gnomes de la COP, pour ceux que le texte néo-zélandais sur la fongibilité ou les arcanes de la flexibilité passionnent, ECO édition en français, vous renvoie sur son collègue anglophone. Aujourd'hui, par chauvinisme ou particularisme francophone (France, Afrique de l'Ouest, Maghreb...) nous ne parlons que de Peugeot, devenu -on l'espère inconsciemment- promoteur d'une forme nouvelle de colonialisme forestier...

Au premier jour d'une conférence qui doit traduire dans les textes l'accord politique de Bonn, le Matin du Sahara, premier quotidien marocain, regarde sur les bas-côtés de la route vers la mise en œuvre du Protocole de Kyoto et demande « faut-il planter des arbres pour sauver le climat ? ».

En ces temps de chaleur inhabituelle au Maroc, Peugeot nous offre donc une touche d'exotisme tandis que le quotidien recycle son argumentaire sur la solution trouvée au Brésil pour absorber le CO₂ : les arbres plantés font déjà 80 cm. Encore 100 ans à attendre et ce projet pilote aura stocké... l'équivalent de 1,3 % d'une année d'émission de gaz à effet de serre en France selon ses promoteurs !¹

Le III^e rapport du GIEC a beau rappeler l'urgence d'une réduction drastique des émissions de CO₂ et que l'Afrique sera un des continents les plus touchés, la question des puits dans le MDP ne fait que botter en touche. Il n'apporte aucun des bénéfices du changement technologique nécessaire pour stabiliser l'atmosphère.

Cette volonté de promouvoir l'usage extensif des puits va à contre sens de la volonté de définir des règles précises du fonctionnement

—suite au verso—

Puits et MDP, tous perdants

Le groupe africain l'a dit, les peuples indigènes et un grand nombre d'ONG l'ont déjà clairement affirmé : la question des puits dans le MDP reste une menace majeure pour l'intégrité du Protocole.

Outre la difficulté d'établir des règles d'évaluation de leur contribution au développement durable, les puits dans le MDP sont potentiellement générateurs de désastres sociaux, de déplacements de populations, d'atteintes à la biodiversité. Ils mettent donc non seulement en danger l'intégrité environnementale du Protocole mais aussi son intégrité économique en inondant les marchés avec des permis à bas prix. La définition de règles strictes est donc aussi de l'intérêt des promoteurs de projets :

Il convient donc de garder à l'esprit les risques de « dommages collatéraux » résultant d'une mauvaise définition des règles.

1. Compte-tenu de l'état des connaissances scientifiques, les puits ne peuvent être aujourd'hui qu'une solution peu fiable et de court terme pour réduire les émissions de GES.
2. Ils pourraient permettre aux pays de l'Annexe I de justifier un affaiblissement de leurs politiques et mesures domestiques.
3. Face aux enjeux financiers créés, le poids des droits et intérêts des populations

—suite au verso—



Avertissement

Les textes de cette édition en français ne sont pas identiques à ceux de ECO en édition anglaise. Ces deux éditions complémentaires sont l'émanation du Réseau Action Climat (CAN).

–Peugeot (suite)–

du MDP à Marrakech CoP7. Concernant l'Afrique, la pertinence de telles fantaisies est d'autant plus douteuse au vu des problèmes hydriques actuels ou à venir.

Alors que Peugeot avait déjà essuyé les foudres de la presse locale brésilienne et internationale lors des sorties médiatiques précédentes, l'entreprise revient se vanter et emmène même des journalistes sur place. Il n'y a pourtant pas de quoi être fier.

Tout d'abord, il s'agit de projets très controversés au titre du Protocole. Ainsi, la position européenne -et française- est avant tout de régler les problèmes de façon domestique. Là dessus, les puits de carbone à la manière Peugeot semblent largement positionnés du côté extrême du curseur de la flexibilité.

On pourra rigoler un peu de l'incohérence de l'argumentaire et de l'accumulation de bévues, ou on pourra s'ébahir du risque pris en matière de relations publiques par une firme connue pour son sérieux :

- Faute de concertation, le projet a fait l'objet de controverses localement, avant la création des comités locaux de concertation. Aucun dossier technique détaillé n'a jamais à ce jour été accessible aux ONG de notre connaissance. ECO s'est même laissé dire que la délégation française n'était au courant de rien. Et les « ONG » qui défendent ce projet semblent autant des associations « business » que des associations caritatives à but non lucratif. **Voilà pour la participation et la transparence.**

- Pour éliminer des herbes et planter les arbres, les brillants responsables de l'Office National des Forêts (France) n'avaient rien trouvé de mieux que de répandre du Roundup®, un produit dont l'usage est controversé même dans des contrées lointaines de l'Amazonie. **Et voilà pour le transfert de technologie.**

- Après le scandale des pesticides, il faudra couper les herbes à la main. **Voilà pour l'économie** (c'est désormais bien plus cher), sans compter l'enrichissement des tâches pour les braves travailleurs locaux.

- Mais tout est bien qui finit bien du point de vue administratif : une partie du problème s'est réglée par une embauche locale assez clairement népotiste (de « neveu » ou « nièce »). **Et voilà pour la gouvernance.**

Enfin, l'argumentaire varie selon les interlocuteurs entre d'un côté un discours scientifique modeste qui revendique un « droit à l'ex-

périence », et de l'autre des affirmations contestables sur le rôle que pourrait jouer ce type de projet dans la lutte contre le changement climatique. La mention des incertitudes scientifiques sur le stockage de carbone dans les arbres et le sol et la possibilité d'une transformation en source apparaissent ou disparaissent au gré du public à gagner – et ceci alors que les modélisations – par exemple celles réalisées à l'Ecole Polytechnique (France) – montrent qu'un horizon dépassant les deux ou trois décennies est pour le moins présomptueux.

Le message brouille les pistes sur les buts réels de ces plantations censées participer à un Développement Propre en annonçant que le « projet relève du mécénat scientifique » et ne cherche pas à constituer des crédits d'émission mais en en parlant comme le « business du futur ».

A côté de ces questions qui détruisent les efforts modestes de cette opération de publicité (10 M Euros comparé aux 370 M Euros/an de la publicité de l'entreprise²), on notera que des efforts réels ont été faits : plusieurs espèces plantées, pas de forêt primaire détruite, un bilan à peu près exhaustif des sources liées au projet...

Le président de Peugeot, Jean-Martin Folz, a d'ailleurs admis explicitement³ que ce projet n'a rien de stratégique voire même qu'il constitue avant tout de la relation publique. La firme au lion a pourtant bien plus intérêt à pousser ses efforts domestiques de dépollution, notamment via les accords entre constructeurs et les directives européennes telles que Auto Oil. Les ONG ont bien sûr critiqué ces accords, notamment l'exclusion de la climatisation auto dans le calcul des émissions, ou les délais longs de mise en œuvre ; mais on sera d'accord que le changement technologique des gammes d'auto est nettement plus dans l'esprit de Kyoto que ces escapades amazoniennes néfastes. Surtout si l'entreprise couvre de sa marque des expériences destinées à ouvrir l'un des pires échappatoires du Protocole de Kyoto.

Peugeot veut-il se retrouver avec Exxon sur la « liste noire » des entreprises qui tentent le plus de saboter le processus de Kyoto ?

Pourtant, il existe toute une palette d'associations d'entreprises vraiment concernées par le PK, qui débattent, expérimentent, et parfois participent utilement au processus. Alors pourquoi choisir le pire ?

Peut-être Peugeot, qui avait mis dix ans de plus que tout le monde en Europe à comprendre l'urgence d'une dépollution des véhicules pour les émissions locales, a cru bon de se rattraper en choisissant un thème de travail « exo-

tique » ou « futuriste ». Sans doute devraient-ils être mieux conseillés, parce que cette amazonophilie pourrait bien leur valoir une sérieuse allergie du public européen.

¹ Le chiffre donné ne fait que diviser une production de biomasse censée se produire sur les cent (sic) prochaines années. Si l'on actualise le carbone des projets, comme le fait l'UNEP par exemple, et sur la base du taux officiel français de 8 %, ce chiffre est divisé par huit mais cela ne semble pas gêner nos fans des puits de carbone.

² Ces 10 Millions d'Euros, pourtant une somme considérable pour une « expérience », peuvent coûter bien plus à l'entreprise si le nom Peugeot est associé aux méchants de l'application du Protocole de Kyoto.

³ Lors d'une rencontre l'an passé à l'Elysée (Mazette !) du Président de la République Française avec des industriels et des représentants d'ONG sur les climats.

–Puits et MDP (suite)–

indigènes et des communautés locales serait encore réduit.

4. Les territoires sacrés couverts de forêt pourraient être transformés en de vulgaires stocks de carbone, ceci est en particulier l'argument des peuples indigènes.

5. Cette solution ne permettrait pas de s'attaquer aux problèmes profonds de la déforestation, et pourrait même les aggraver par des déplacements de population ; pour des territoires fréquentés par des nomades, c'est inextricable.

6. Les crédits seraient une incitation pour la mise en œuvre de grandes plantations en monoculture, dont les effets en termes de biodiversité sont déjà désastreux.

Plus généralement sur l'ensemble des échappatoires, le Protocole de Kyoto sert à infléchir les émissions des pays développés mais aussi à entamer la transformation des économies. En particulier, le changement technologique bénéfique ne se produira au Sud que s'il existe au Nord une vraie réorientation des modes de production et de consommation.

Ont participé à ce numéro : *Antoine Bonduelle, Fabrice Flipo, Simone Lovera, Arturo Madera et Johanne Ruyssen.*

Eco est disponible en format PDF sur www.rac-f.org et sur www.climatenetwork.org/eco

Eco peut être contacté auprès de *Johanne Ruyssen*, par e-mail : ca.primevere@wanadoo.fr